

FORMATIONS

La Fédé s'arme contre le radicalisme

La Fédération Wallonie-Bruxelles va lancer une série de formations pour son personnel afin qu'il puisse gérer au mieux les situations de radicalismes.

● Emmanuel HUET

Plus de 200 fonctionnaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles vont être formés dès le mois de juin à l'appréhension du radicalisme violent. « *La formation, c'est une des priorités du gouvernement, soulignent Olivier Plasman et Patrick Liebermann. Le premier est directeur général adjoint au service chargé de la coordination des politiques transversales, le second s'occupe de la prévention en matière de radicalisme et d'extrémisme violent. Le gouvernement a souhaité que l'ensemble de ses services soit outillé par rapport au radicalisme violent et aux extrémismes.* » Dans ses missions, la Fédération Wallonie-Bruxelles chapeaute des structures et des associations qui sont confrontées à la montée du radicalisme violent.

Alors, effectivement, la mise en place des formations tombe un peu tard au regard de tout ce qui s'est passé depuis quelques années. On ne pourra nier que le phénomène en a surpris plus d'un depuis les attentats de Charlie Hebdo et même avant avec les départs de jeunes combattants vers la Syrie.

Pour mettre en place un plan de formation du personnel, une année aura été nécessaire après suite à la décision du gouvernement. Concrètement, une ligne verte a aussi été ouverte au début de cette année afin de pouvoir entendre les personnes confrontées à des problèmes de radicalisation dans

leur entourage. Le Caprev (Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par le Radicalisme et les Extrémismes Violents) a aussi été mis en place en janvier afin d'assurer - notamment - la prise en charge de toutes personnes concernées par le radicalisme et l'extrémisme.

Petit à petit des structures se mettent en place. Et la vague de formations qui va être lancée dans les prochains jours est une étape supplémentaire. « *C'est un programme avec des formations transversales. Il s'étale sur des modules de 3 jours.* » L'objectif sera de cerner les enjeux du radicalisme et de préciser la posture professionnelle à adopter par rapport au phénomène.

La première journée de formation tentera d'évoquer les signes détectables pour déterminer « *s'il faut faire le lien directement avec la radicalisation. Il faut savoir jusqu'où les idées peuvent conduire à des positions de repli et d'extrémisme.* » Les fonctionnaires et acteurs de terrain seront ainsi sensibilisés à la gestion des personnes qui se radicalisent ou qui compromettent le vivre ensemble.

La seconde journée permettra de sensibiliser les travailleurs à l'islam, l'islamisme en tenant compte du contexte géopolitique. « *La troisième journée sera consacrée aux postures professionnelles et à la déontologie.* » Avec en toile de fond un élément d'actualité qui taraude les travailleurs sociaux : le secret professionnel.

Cette formation s'adressera à plus de 200 personnes. Mais l'objectif est de l'étendre à un plus grand nombre par la suite. « *Ici, on a identifié les personnes qui ont un certain niveau décisionnel. C'est vrai que, à l'échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on forme peu de gens. Mais on veut d'abord effectuer une évaluation avant d'amplifier le dispositif.* » ■

Le Caprev accompagne les radicalisés

Le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne concernée par le Radicalisme et les Extrémismes Violents (Caprev) a aussi vu le jour en janvier dernier. Le centre est composé de psychologues, de sociologues, de juristes, de spécialistes en religion... La méthodologie de travail a été mise en place suite à la visite de plusieurs expériences similaires à l'étranger (Québec, Allemagne...). « *C'est comme ça qu'on a construit la méthodologie mais elle est progressive.* » Au sein du Caprev, on retrouve d'ailleurs une cellule chargée d'alimenter cette méthodologie et la prise en charge des personnes radicalisées.

Car le centre est directement confronté à des individus radicalisés. Actuellement, le Caprev suit une dizaine d'individus qui sont sortis de prison. On ne parlera pas de la mise en place d'un processus de déradicalisation mais bien de désengagement. Il est illusoire d'espérer changer les idées des personnes radicalisées. Par contre le Caprev mettra en place un processus afin d'endiguer la manifestation violente des idéologies. « *Il faut être au plus proche de la motivation de la personne pour mieux réagir. Il faut reconstruire un tissu social et familial autour de l'individu.* » ■ E. H.

« Continuer le travail de fond »

Éducation, formation permanente, enseignement, aide à la jeunesse : ce sont les piliers de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Et elle compte sur ses bases pour s'engager dans la lutte contre le radicalisme violent. « On a des éléments pour éviter les dérives mais on n'a pas l'ensemble des outils. » Cette lutte contre le radicalisme violent ne doit pas

non plus réduire les autres actions menées par la fédération. « Il faut continuer le travail de fond sur la démocratie, le vivre ensemble. Le gouvernement a mis des moyens supplémentaires pour développer des outils sans empiéter sur les actions déjà en place. Ça n'aurait pas de sens de ne plus faire que du travail sur la radicalisation violente. »